

# LA LETTRE

## DE JUSTICE ET PAIX

En France, nous avons connu cet été plusieurs épisodes de canicule, de très graves incendies et des pluies torrentielles. Or, dans le même temps les nappes phréatiques ont continué de s'appauvrir, amenant certains territoires à rationner la distribution d'eau. Mais la sécheresse en France est bien peu de chose par rapport à la « diagonale de la sécheresse » qui s'étend du Sénégal à l'Indus.

5 000 m<sup>3</sup> d'eau sont disponibles en moyenne par personne et par an dans le monde, contre 12 000 il y a 40 ans.

La terre a été « la planète bleue » grâce à l'or bleu qu'est l'eau, mais si l'eau manque, les tensions se font jour, la famine et les réfugiés climatiques apparaissent, les guerres de l'eau se multiplient.

« L'eau peut être source de conflits, mais aussi de coopération. Il est essentiel que nous travaillions tous ensemble pour aboutir à une meilleure gestion de nos ressources »

(António Guterres, SG-ONU).

Des solutions existent, en particulier le dessalement et le recyclage des eaux usées, mais elles sont consommatrices d'énergie et produisent de la saumure qui, rejetée dans la mer, modifie l'écosystème marin.

Il nous faut apprendre à utiliser l'eau avec intelligence et à la partager.

Marc de Montalembert,  
Justice et Paix France

## BREXIT : IMPACT SUR L'IRLANDE DU NORD ET L'ÎLE D'IRLANDE

L'Irlande du Nord, située dans la province irlandaise historique d'Ulster, est une région du Royaume-Uni. Ses 1,8 million de citoyens, unionistes, nationalistes et immigrants récents, vivent aujourd'hui dans une société relativement stable et pacifique. Les « Troubles », trente ans de violence, ont pris fin avec la conclusion de l'accord du Vendredi Saint (1998) et des initiatives qui l'accompagnent.

La paix a été négociée et gagnée. Les armes ont été déposées. Le travail de réintégration des militants paramilitaires se poursuit. Les questions de justice pour les victimes des Troubles restent un sujet politique brûlant. À mesure que la population nationaliste augmente, certains membres de la tradition unioniste craignent qu'un référendum sur la réunification de l'Irlande ne devienne inévitable. Dans ce scénario politique, le Brexit a introduit une nouvelle dynamique de division.

À la lumière de ces développements et des aspirations de l'accord du Vendredi Saint, le gouvernement irlandais a lancé en 2019 « l'Unité de l'île partagée » afin de promouvoir un débat public sur l'élaboration des relations futures sur l'île d'Irlande.

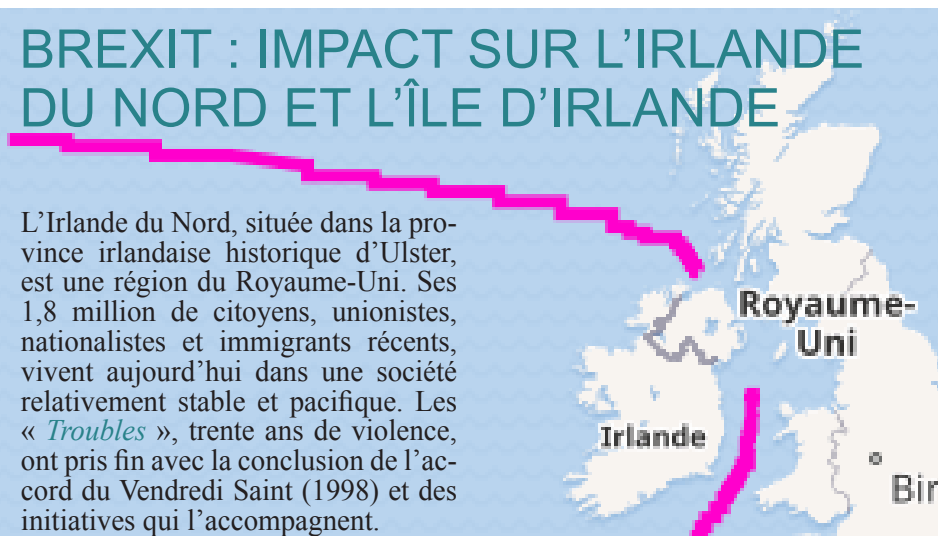
À l'heure actuelle, c'est toutefois le Protocole sur l'Irlande/l'Irlande du Nord, qui fait partie de l'Accord de Retrait du Brexit, qui suscite l'opposition de la partie de la population unioniste représentée principalement par le Parti Unioniste Démocratique (DUP). La disposition prévoyant une frontière maritime dans la mer d'Irlande, évitant ainsi une frontière terrestre entre l'Irlande du Nord et la

République d'Irlande, et d'autres réglementations nécessaires pour protéger l'intégrité du marché unique de l'UE sont perçues par de nombreux unionistes comme diluant l'identité britannique de l'Irlande du Nord. En outre, ce protocole, mis au point par l'UE et le gouvernement Johnson, est rejeté par le DUP au point de refuser de former un gouvernement après les élections locales de mai 2022 gagnées par le Sinn Féin.

Au milieu de l'été, le gouvernement Johnson a présenté le projet de loi sur le Protocole pour l'Irlande du Nord. Il est passé au Parlement et sera présenté à la Chambre des Lords à l'automne, où il devrait rencontrer une opposition. Entre-temps, le parti conservateur aura élu un nouveau leader Premier ministre.

La résolution des questions découlant du Protocole dépendra en grande partie de l'attitude du successeur de Boris Johnson et de sa volonté politique de faire progresser les conditions préalables à la paix et à la réconciliation en Irlande du Nord.

Mgr Noel Treanor,  
évêque de Down and Connor  
(Irlande du Nord)  
et président de Justice et Paix Europe



# BRÉSIL : UNE FAIBLE DÉMOCR

Les mois précédant l'élection présidentielle d'octobre, au Brésil, ont connu un climat de radicalisation et de violences extrêmes. Le président a lancé une lutte « du bien contre le mal ». À l'image de Donald Trump, il dénonce, avant même le vote, le résultat de l'élection auquel il annonce un danger pour la démocratie et pour le peuple brésilien.

L'histoire du plus grand pays de l'Amérique Latine est une succession d'alternances politiques, plus ou moins réussies, rythmées par des coups d'États et l'installation de régimes autoritaires. Après une période de dictature de 21 ans, un système démocratique a pu voir le jour en 1985 et permettre au Brésil, mais surtout au peuple brésilien, de voir advenir la période politique la plus stable qu'il ait jamais connue. Pourtant, la crise économique internationale de 2008 étant loin d'être achevée, ses séquelles, peu sensibles pendant la présidence de Lula, ont éclaté quelques années plus tard.

À partir de 2013, plusieurs événements ont convergé et accentué les crispations contre le gouvernement de centre-gauche du Parti des Travailleurs. Dilma Rousseff, première femme présidente du Brésil, en était à son premier mandat. Elle a commencé à subir de fortes pressions, que ce soient de nouveaux mouvements de droite libérale, de la presse, des banques ou des cadres des grandes entreprises. En cause, l'échec de l'approche néo-institutionnaliste au sein de l'économie du développement avec la conciliation du marché économique, lesquels sont évidemment composés de puissances aux intérêts contradictoires. La tension interne entre croissance de l'industrialisation et le « rentisme » financier a provoqué un conflit d'intérêt intenable : tous se sont retournés contre le gouvernement de Dilma. En outre, des scandales de corruption à l'intérieur de la « Petrobras », la plus grande entreprise du pays dont l'État brésilien est l'actionnaire majoritaire, ont été un élément décisif. Une opération anticorruption menée par la Police fédérale et par la justice, appelée « Lava Jato », est devenue la pierre de touche de l'affaire. Les manifestations populaires ont explosé dans le pays, du Nord au Sud ; le feu couvait sous la cendre avant l'embarquement général.

Pendant le processus de destitution de Dilma Rousseff, le Parlement brésilien est devenu un cirque d'horreur. Parmi les prises de paroles de cette



Palais de la présidence de la République fédérative du Brésil inauguré en 2014

époque, celle du député Jair Messias (c.-à-d. messie) Bolsonaro fut remarquée ; c'était un hommage au plus cruel tortionnaire militaire de la période de la dictature de 1964. Des cris aux contenus sexistes et antidémocratiques ont pu être entendus aussi bien dans les manifestations qu'au Congrès national et ont accompagné jour après jour la chute de la présidente accusée de détournement fiscal (ce qui après coup a été démenti). Dilma Rousseff sera destituée le 31 août 2016.

Dans ce contexte, le 7 avril 2018, Lula, unique personnalité de la gauche capable de faire face à l'extrême droite croissante, est mis en garde à vue sous accusation de blanchiment d'argent. En 3 mois (fait extraordinaire dans le cadre de la justice brésilienne), il sera jugé comme un criminel lambda et empêché de participer à la course présidentielle. Il restera en prison pendant 580 jours avant que la Suprême Cour brésilienne (STF) déclare la nullité des processus contre lui et la partialité du juge qui l'avait condamné.

Après l'espoir soulevé par les années Lula, le peuple brésilien est tombé dans une vague de désappointement

généralisée, aggravée par des difficultés économiques. C'était un chaudron en bouillonnement, occasion idéale pour l'émergence d'un discours promouvant la lutte contre la corruption et soutenant les valeurs chrétiennes traditionnelles et la famille, accompagné d'une véritable propagande de diabolisation de la gauche. Bolsonaro, ex-militaire, député d'extrême droite, s'est alors présenté comme un nouveau « messie », l'unique personne capable de mettre le pays en ordre et le faire sortir de l'enlisement moral et économique. Il s'approprie le discours en faveur des familles, mais également le discours anticorruption.

Le plus étonnant reste que Bolsonaro est le contraire de ce qu'il prêche. Il a été marié 3 fois et, à chaque divorce, la tromperie et la violence étaient présentes. Trois de ses 5 enfants, également engagés en politique, font l'objet de plusieurs accusations, entre autres de corruption avec détournement de bien public et de relations très proches avec des milices de Rio. À la suite d'un coup de couteau reçu pendant sa campagne électorale, son discours moralisateur prend plus d'ampleur et l'appel à l'émotion du fait de son état de santé le conduit à

# RATIE MISE À L'ÉPREUVE

nt sortant, Jair Bolsonaro, qui est menacé de perdre, ne cesse de pousser à cette violence, en transformant la confrontation politique en ne pas vouloir se soumettre. Un témoin engagé de ce climat d'exacerbation en décrit, pour Justice et Paix France, les mécanismes

la présidence de la République le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Depuis lors, la polarisation droite-gauche a pris des proportions inouïes. Le débat « politique » est extrêmement vif et très régulièrement se termine en violences physiques. Il y a des familles déchirées et des amitiés détruites. Les évangéliques et les catholiques conservateurs soutiennent plutôt l'extrême-droite de Bolsonaro, même s'ils se disent simplement de droite. Les protestants et les catholiques progressistes soutiennent le centre gauche, voire l'extrême gauche. Le jour même de la chute de Dilma, Bolsonaro s'est fait baptiser dans le Jourdain par un pasteur évangélique, Everaldo Dias Pereira, président de son parti politique à l'époque. Depuis, celui-ci a été mis en prison puis libéré sous l'accusation de corruption concernant des contrats publics. L'actuel président du Brésil joue un double jeu : il se tourne vers les évangéliques par un deuxième baptême, mais, dans le même temps, continue à se dire fidèle de l'Église catholique.

Aujourd'hui, il s'est passé presque 4 ans depuis l'élection de Bolsonaro. Il s'est montré un administrateur médiocre et incompétent. Il a nié la pandémie et le vaccin. Il s'est moqué des mourants de la Covid-19 en mimant une personne sans souffle en train de

mourir. Les injures et les attitudes violentes contre l'opposition font partie de la manière d'être de l'hôte actuel du palais du Planalto (Palais du président de la République fédérale du Brésil). Par ailleurs, des affaires de corruption émergent régulièrement dans son gouvernement ; au parlement, avec « l'achat » de voix de parlementaires ; dans la santé, avec des accords pour acheter des vaccins à des prix exorbitants ; dans l'éducation, avec l'agrément de bus scolaires hors de prix ; et dernièrement, dans la culture, avec un scandale de concerts payés plusieurs millions par des municipalités à des chanteurs de musique « sertanejo » (country music) reliés aux exploitations agricoles intensives qui soutiennent son gouvernement. Le déboisement de l'Amazonie et son exploitation sans contrôle sont les plus élevés depuis la période de la dictature militaire et les programmes sociaux d'inclusion, démarrés par les gouvernements précédents, sont graduellement démontés.

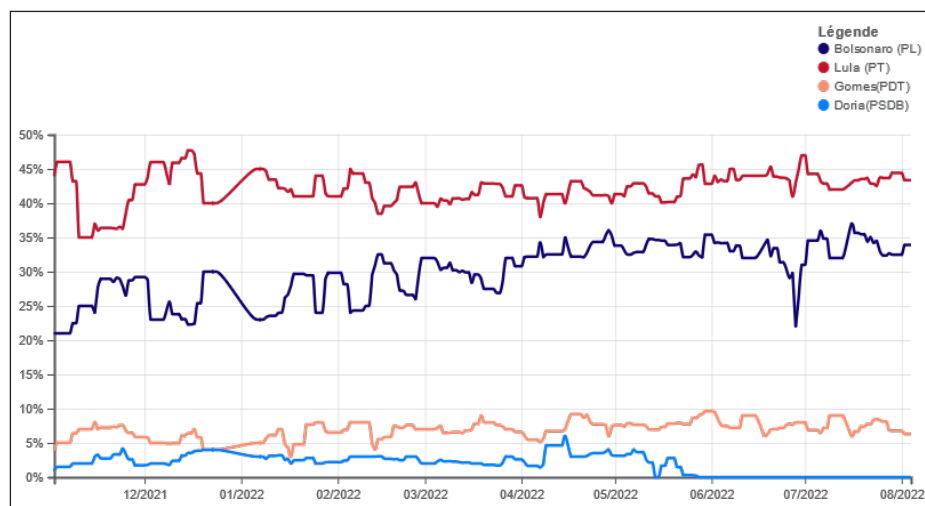
Le contexte politique et démocratique est aggravé par le démembrement et la fragilisation des institutions depuis le début de son mandat. On peut prendre pour exemple la FUNAI (Fondation Nationale des Indigènes), la Fondation Palmares (pour la préservation des valeurs et cultures du peuple noir), le ministère

de l'Environnement et le ministère de la Santé qui ont vu leur budget chuter drastiquement et toute leur structure désorganisée. En ce qui concerne les fonctionnaires, on assiste à un insupportable jeu de chaises musicales (changement constant de cadres) qui peut s'apparenter à du harcèlement avec la prise de charges publiques par les militaires. Tout cet ensemble donne la tonalité de l'actuel gouvernement de la République. Le climat belliqueux s'est propagé jusqu'au STF (Cour Suprême) qui est objet constant d'agressions et de fake news de la part de Bolsonaro et de ses partisans. Le système électoral est aussi ciblé et les résultats du scrutin présidentiel de cette année 2022 sont déjà contestés avant même sa réalisation. La liberté de la presse est gravement menacée et aujourd'hui la privatisation du patrimoine public avance à toute vitesse.

Au milieu de cette situation chaotique, la misère et la famine, qui avaient pratiquement disparu pendant le gouvernement de Lula, surgissent à chaque coin du pays. La nourriture de base comme le riz et le haricot, le combustible et le gaz sont à des prix exorbitants et inaccessibles pour beaucoup. La violence très présente un peu partout, contre les indigènes, les noirs, les femmes, les plus pauvres, la communauté LGBTQIA+ et contre des religions non chrétiennes, atteint des limites jamais atteintes.

Dans ce contexte de misère, les banques prospèrent et leurs actionnaires touchent de plus en plus de dividendes. Ce système politique assure le profit d'un petit groupe de privilégiés au prix de la vie des plus pauvres. Tout mène à croire que ce qui est contesté aujourd'hui au Brésil, c'est la démocratie elle-même, car nous assistons non seulement à l'affaiblissement des programmes d'inclusion sociale, mais aussi à la mise en cause des instances démocratiques, depuis le système électoral jusqu'aux institutions de la République.

© [https://fr.wikipedia.org/wiki/élection\\_présidentielle\\_brasilienne\\_de\\_2022](https://fr.wikipedia.org/wiki/élection_présidentielle_brasilienne_de_2022)



Sondage réalisé le 7 août 2022

Ignatius Malagrida

# LE PAPE FRANÇOIS, LE CANADA, L'ÉGLISE ET LES POPULATIONS AUTOCHTONES

Les premières nations n'ont-elles pas quelque chose à nous apprendre de notre avenir ?

« Les ethnies qui ont développé un trésor culturel en étant liées à la nature, avec un fort sens communautaire, perçoivent facilement nos ténèbres que nous ne reconnaissons pas au milieu du prétendu progrès. Recueillir leur expérience de vie nous fera du bien » (Querida Amazonia 36).

Le Pape François a beaucoup pris sur lui pour réaliser cette visite extraordinaire au Canada. Il avait renoncé à se rendre en RDC et au Soudan du sud, deux pays qui ont tant besoin de son élan d'énergie pour la paix et le respect des droits de tous. Alors pourquoi cette priorité aux « premières nations » ?

Le but affiché du voyage était la demande de pardon pour les crimes commis par l'Église au Canada dans le cadre de la colonisation des esprits et des vies des peuples originaires mis en œuvre par l'État à partir du milieu du 19<sup>e</sup> siècle et jusqu'à il y a peu. Il était aussi une invitation à la réconciliation et à la guérison en regardant l'avenir et en cheminant ensemble pour construire l'Église de demain.

Un aspect peu mis en lumière de ce voyage mais qui était bien présent en toile de fond était l'invitation à regarder ce que ces premières nations ont à nous apprendre sur la vie et notre avenir, en contre-point de l'approche coloniale dénoncée et rejetée.

Cette approche est nouvelle, au Canada comme ailleurs. Les cultures dominantes sont aujourd'hui mises en question. Curieusement, c'est le dérèglement climatique qui a mis en lumière le fait que nous avons fait fausse route en surexploitant la terre et ses ressources humaines et matérielles et que nous allons dans le mur si nous continuons ainsi. Certains, dont le Pape François, ont mis en exergue le fait que les peuples qui ont appris à vivre avec la nature, non pas pour l'exploiter mais pour la protéger et en vivre sans la détruire, ont beaucoup à nous apprendre si nous savons prendre le temps de les écouter.

L'encyclique *Laudato si'* propose des pistes claires sur cette question, de même que les messages développés par le Saint Père lors de ses voyages. Mais ce sont les travaux du Synode sur l'Amazonie, ainsi que ceux des réseaux ecclésiaux (comme le REPAM<sup>1</sup>, le REBAC<sup>2</sup> ou le RAOEN<sup>3</sup>) qui valorisent, pour accompagner et éclairer notre conversion écologique, les expériences des peuples premiers. Ils peuvent nous aider à « retrouver une harmonie entre la

modernité et les cultures ancestrales, entre la sécularisation et les valeurs spirituelles, face à la mentalité colonisatrice ».

Devant les jeunes Inuits réunis à Iqaluit, le pape François a salué le mode de vie de leur communauté sur ses territoires : « vous avez su les aimer, les respecter, les conserver et les valoriser, en transmettant de génération en génération des valeurs fondamentales, telles que le respect pour les personnes âgées, un sens authentique de la fraternité et la protection de l'environnement ». Le territoire n'est pas un bien à exploiter, mais un don du Ciel. Il préserve la mémoire des ancêtres qui y reposent et est un espace vital dans lequel comprendre sa propre existence dans un tissu de relations avec le Créateur, la communauté humaine, les espèces vivantes et la maison commune que nous habitons.

« Les peuples autochtones pourraient nous aider à percevoir ce qu'est une heureuse sobriété et dans ce sens, ils ont beaucoup à nous enseigner. Ils savent être heureux avec peu, ils jouissent des petits dons de Dieu sans accumuler beaucoup de choses, ils ne détruisent pas sans nécessité, ils prennent soin des écosystèmes et reconnaissent que la terre, en même temps qu'elle est offerte pour soutenir leur vie comme une source généreuse, a un sens maternel qui éveille à une tendresse respectueuse. » (QA 71)

Les spiritualités autochtones sont particulièrement vivantes avec une conscience de la relation profonde avec l'environnement naturel, et le dialogue avec elles nous ouvre à ce que pourrait être une spiritualité écologique dans l'Église.

Nous sommes appelés à une conversion de nos cœurs et de nos modèles de production et de consommation, les premières nations qui existent encore tout autour de la planète, peuvent nous y aider. Soyons ouverts, faisons l'effort de les écouter. Elles nous apprendront beaucoup.

Michel Roy,  
Secrétaire général de  
Justice et Paix France

1 REPAM : réseau ecclésial panamazonien, <https://www.repam.net/es/>

2 REBAC : réseau ecclésial du Bassin du Congo, <https://rebacongobassin.org/>

3 RAOEN : river above Asia and Oceania ecclésial network, <https://www.raoen.org/>

Ces 3 réseaux et d'autres sont reliés au sein de l'Alliance des réseaux ecclésiaux :

ENA, <https://ecosocialjustice.wixsite.com/ecclisialnetworks>

## JE SOUTIENS JUSTICE ET PAIX FRANCE,

en m'abonnant / me réabonnant à LA LETTRE et/ou en faisant un don :  
par chèque bancaire à l'ordre de Justice et Paix – 58 avenue de Breteuil, 75007 Paris.

**ABONNEMENT** (1 an / 11 numéros) : **20 euros**       **DON** : ..... euros  
 Version papier       Je souhaite recevoir un reçu fiscal  
 Version numérique       Par courrier       Par e-mail

Nom, Prénom : .....

Adresse : .....

CP : ..... Ville : .....

Adresse e-mail : .....

## JUSTICE ET PAIX FRANCE

58 avenue de Breteuil, 75007 Paris - Tél. 01 72 36 69 03 - [justice.paix@cef.fr](mailto:justice.paix@cef.fr)

Président : Mgr Jacques Blaquart

Membres : Catherine Billet - Sylvie Bukhari-de Pontual - Luc Champagne -  
Dominique Coatanéa - Violaine Dory - Cécile Dubernet - Patrice Dufour - Nayla Haddad -  
Sr Nelkem Jeannette Londadjim - Jean-Bernard Marie - Marc de Montalembert -  
Dominique Quinio - Anne-Florence Quintin - Pasteur Jean-Pierre Rive - P. André Talbot -  
Denis Viénot - Philippe Zeller

Directeur de la publication : Michel Roy, Secrétaire général

Secrétariat de rédaction : Béatrix de Vareilles

ISSN 1148-4705 - Dépôt légal : Septembre 2022

Conception et Impression : Imprimerie Repa Druck